



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES
RELATIVES À LA SÉCURITÉ.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
Terrasses de la Chaudière
4th Floor, 10 Wellington Street
4th etage, 10, rue Wellington
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SOLUTION D'ENTREPRISE DE RECHERCHE	
Solicitation No. - N° de l'invitation 5Z011-180124/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client 5Z011-180124	Date 2019-03-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-107-34557	
File No. - N° de dossier 107xl.5Z011-180124	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-04-03	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Conn-Harbinson, Margo	Buyer Id - Id de l'acheteur 107xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 828-8108 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES

Le 18 mars 2019

QUESTIONS:

Les questions suivantes ont été posées par des soumissionnaires. Pour faire en sorte que les renseignements transmis aux soumissionnaires soient uniformes et exacts, les questions importantes reçues ainsi que les réponses seront transmises simultanément à tous ceux à qui la demande de soumissions a été envoyée.

Question 3

Veuillez répondre aux questions inscrites ci-dessous.

- a) Les entreprises étrangères (c.-à-d. établies aux États-Unis ou en Inde) peuvent-elles fournir une réponse?
- b) Le cas échéant, serait-il nécessaire que des employés de l'entreprise viennent au Canada pour participer à des réunions?
- c) L'entreprise peut-elle accomplir les tâches (liées à la DP) à l'étranger (c.-à-d. aux États-Unis ou en Inde)?
- d) Pouvons-nous soumettre des propositions par courriel?

Réponse 3

- a) N'importe quelle entreprise peut présenter une réponse conformément aux instructions, modalités et conditions énoncées dans la demande de soumissions.
- b) Oui, mais certaines réunions peuvent avoir lieu par conférence téléphonique ou par WebEx.
- c) Certaines tâches peuvent être effectuées à l'étranger. Cependant, toute tâche se rapportant à la sécurité ou à la confidentialité doit être effectuée au Canada.

Toutes les composantes de la solution doivent être disponibles pour les utilisateurs, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par année (tel que décrit dans le contrat et à l'extérieur des périodes d'entretien prévu), et exploitables en tout temps conformément à l'Énoncé des besoins dans l'environnement opérationnel de BAC décrit dans la demande de soumissions. La solution doit être offerte dans la langue choisie par l'utilisateur final, l'anglais et le français (bilingue), les deux langues officielles du Canada.

La solution que propose le soumissionnaire doit cadrer avec les politiques et l'environnement technique de Bibliothèque et Archives Canada (BAC).

- d) Comme le prévoit l'article 2, Présentation des soumissions, de la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires :

Les soumissions transmises par voie électronique ne seront pas acceptées. En raison de la nature de la présente demande de soumissions, la transmission électronique de votre proposition à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, par courrier électronique ou télécopieur, n'est pas jugée pratique et ne sera donc pas acceptée.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

Question 4

En ce qui concerne l'article 13.2, EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN (LVERS)

1. *L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de Vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une Cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B délivrée par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).*
 2. *Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une Cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.*
 3. *L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements au niveau PROTÉGÉ tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B, y compris un lien électronique au niveau PROTÉGÉ B.*
- a) Si notre solution ou notre approche fait en sorte que nous n'avons pas à conserver des documents protégés dans nos installations, devons-nous détenir cette attestation ou cette certification?
 - b) Si cette attestation est nécessaire, que se passe-t-il si notre organisation l'a déjà détenue (en 2012), mais ne l'a pas renouvelée? Si nous obtenons le contrat, est-ce que Bibliothèque et Archives Canada parrainerait notre demande de renouvellement?

Réponse 4

- a) L'article 1, Exigences relatives à la sécurité, de la partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, prévoit ce qui suit :
 - 1.1 Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'attribution du contrat:
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valide tel qu'indiqué à la partie 7, Clauses du contrat subséquent.
 - b) Les personnes proposées par le soumissionnaire qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité énumérées à la partie 7, Clauses du contrat subséquent.
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
 - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent.
 - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué :

N° civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
 Ville, province, territoire / État
 Code postal / code zip
 Pays

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

Les agents de sécurité d'entreprise (ASE) du soumissionnaire et du(des) fournisseur(s) de service(s) (centre de données) doivent s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité industrielle (PSI), que le soumissionnaire et les personnes proposées par le soumissionnaire et le(s) fournisseur(s) de service(s) sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur au niveau exigé, tel que décrit à 1 – Exigences relatives à la sécurité ci-dessus.

- f) si le soumissionnaire ne satisfait présentement pas aux exigences en matière de sécurité indiquées dans la demande de soumissions, il doit présenter par écrit à l'autorité contractante de TPSGC une demande de parrainage pour une autorisation de sécurité, et ce, avant la date de clôture des soumissions.
- b) Si le soumissionnaire ne satisfait présentement pas aux exigences en matière de sécurité indiquées dans la demande de soumissions, il doit présenter par écrit à l'autorité contractante de TPSGC une demande de parrainage pour une autorisation de sécurité, et ce, avant la date de clôture des soumissions.

Question 5

- a) En ce qui concerne l'alinéa 1.3b) de la partie 3, pour le volet financier de la soumission, TPSGC accepterait-il des documents en format Excel?
- b) En ce qui concerne l'alinéa 1.5a) de la partie 3, le papier grand format n'est généralement pas utilisé pour présenter des soumissions à TPSGC. TPSGC accepterait-il des soumissions imprimées sur du papier format lettre?
- c) En ce qui concerne l'article 1.6 de la partie 3, compte tenu de la politique d'achats écologiques et du fait que les documents à l'appui peuvent être plutôt volumineux, TPSGC accepterait-il des copies imprimées uniquement des pages des documents à l'appui qui sont citées à condition que le document complet soit fourni en version électronique conformément aux exigences de la soumission?
- d) En ce qui concerne l'article 1.3 de la partie 3, TPSGC accepterait-il des versions électroniques de la proposition sur un CD plutôt que sur une clé USB?
- e) En ce qui concerne les sections 1 et 2 de la partie 5, l'article 1.3 précise qu'il n'est pas nécessaire de fournir les attestations avec la soumission, mais l'article 2.1 (entre autres) précise que « [...] le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission [...] ». TPSGC pourrait-il confirmer qu'il n'est pas nécessaire de fournir les certifications visées à la partie 5 avec la soumission, mais qu'elles doivent être fournies avant l'attribution du contrat à un éventuel soumissionnaire retenu?
- f) En ce qui concerne la partie 7, note à l'intention des soumissionnaires, certaines expressions, comme « gérer la capacité », laissent entendre que la solution fournit une fonctionnalité donnée. Cependant, s'il s'agit d'une fonctionnalité visée par une licence distincte pour laquelle il n'existe aucune exigence obligatoire ni cotée, il serait déraisonnable de s'attendre à ce que cette licence soit incluse dans le prix indiqué. Ceci étant dit, il serait raisonnable de s'attendre à ce que les fonctionnalités visées par des exigences cotées, pour lesquelles le soumissionnaire s'attend à recevoir des points dans l'évaluation, soient incluses dans le prix indiqué. TPSGC pourrait-il modifier la formulation de ce paragraphe pour indiquer que seules les caractéristiques obligatoires et celles visées par des exigences cotées permettant aux soumissionnaires d'obtenir des points doivent être incluses dans le prix indiqué?
- g) Le passage de la pièce jointe 4.1 de la partie 4, qui précise que « [...] sera envoyée séparément par voie électronique, à la demande écrite du soumissionnaire à l'autorité contractante, et celui-ci devra utiliser ce formulaire et le joindre à [...] », semble être contradictoire aux exigences selon lesquelles la soumission technique doit être fournie en version papier et électronique. TPSGC pourrait-il préciser les exigences et l'objectif de ce paragraphe?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

Réponse 5

- a) Non. Les réponses financières doivent être fournies dans le format indiqué à l'annexe B, Liste des produits livrables et des services.
- b) Les réponses imprimées sur du papier format lettre seront acceptées pourvu que tous les renseignements exigés soient fournis et lisibles. Les soumissionnaires ont reçu les annexes et les pièces jointes en format Word. Ces derniers peuvent transmettre leur réponse dans les documents Word fournis et les convertir en documents PDF moins volumineux. La version papier doit être fournie dans la proposition technique écrite conformément aux exigences.
- c) Oui. Dans la version papier de sa soumission, le soumissionnaire doit indiquer où se trouve le document complet dans la version électronique de sa soumission.
- d) Non. Le soumissionnaire doit fournir les documents sur une clé USB.
- e) La section 2, Contenu de la soumission de gestion/technique, de la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, précise ce que doivent fournir les soumissionnaires.

La proposition technique doit comprendre des copies de toutes les attestations applicables (partie 5), signées et datées par un représentant autorisé du soumissionnaire, à l'endroit prévu, comme suit :

Partie 3, Formulaire	-	Pièce jointe 3.1	Formulaire de présentation de la soumission,
Partie 5, Attestations	-	Pièce jointe 5.1	Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels,
Partie 5, Attestations	-	Pièce jointe 5.2	Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciels,
Partie 5, Attestations	-	Pièce jointe 5.3	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – attestation

La pièce jointe 4.1, Énoncé des travaux, Formulaire de réponse du soumissionnaire, doit être fournie avec la proposition technique.

La proposition technique doit comprendre l'annexe C, Calendrier des résultats et des services attendus.

L'ébauche du plan de formation, l'ébauche du plan de mise en œuvre, l'ébauche du plan de migration des données et l'ébauche du plan d'essai d'acceptation doivent être fournies avec la proposition technique.

La proposition financière doit comprendre l'annexe B, Liste des produits livrables et des services.

- f) Le prix doit être fourni conformément à l'annexe B, Liste des produits livrables et des services. Si le soumissionnaire doit fournir des renseignements supplémentaires sur le prix, il peut joindre un appendice à l'annexe B. Les soumissionnaires doivent garder à l'esprit que seuls les prix indiqués dans les tableaux A, B et C de l'annexe B seront utilisés aux fins de l'évaluation financière.
- g) Comme la pièce jointe 4 a été ajoutée aux documents de la demande de soumissions en format PDF, elle sera envoyée en format Word aux soumissionnaires qui en font la demande. Cette solution a été utilisée pour aider les soumissionnaires à fournir leur réponse et à intégrer la pièce jointe dans leur proposition technique. La proposition technique écrite doit être fournie en quatre exemplaires imprimés (trois pour BAC et une pour TPSGC). Deux versions électroniques doivent aussi être fournies (une pour BAC et une pour TPSGC). Le contenu de la version électronique de la proposition technique doit être identique à celui de la version papier.

Question 6

- a) Dans la section 14, Confidentialité des données et sécurité des renseignements, de la partie 7, on peut lire à l'article 14.3, Emplacement des données du Canada : L'entrepreneur doit indiquer l'emplacement physique et géographique où les données de renseignements personnels, les copies électroniques et les copies

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

papier sont entreposées. Les données Protégé B du Canada doivent-elles obligatoirement être entreposées au Canada? Pouvez-vous définir le terme « renseignements personnels »? Pouvez-vous décrire en quoi consistent les données Protégé B dans le cadre de ce projet?

- b) À l'article 1, Introduction de l'annexe A, partie 7, on peut lire ceci : « La solution doit être fournie comme suit : Une solution de logiciel en tant que service (SaaS). Les solutions proposées peuvent être hébergées par un tiers fournisseur d'infrastructure ou dans un centre de données exploité par le soumissionnaire. Toutes les données désignées Protégé doivent résider au Canada. » Pouvez-vous définir ce qu'on entend par « résider au Canada »? Disons que certaines composantes de notre infrastructure utilisées pour le traitement se situent aux États-Unis, mais que l'index se trouve au Canada. Très rarement, les données transitant dans ces composantes de traitement peuvent rester dans la file de traitement pendant 72 heures, après quoi elles sont soit traitées, soit rejetées. Dans cette situation, les données seraient-elles considérées comme résidant au Canada (même si elles transitent à l'extérieur du Canada)? Pouvez-vous en quoi consistent les renseignements Protégé B dans le cadre de ce projet? De ce que nous comprenons, la solution actuelle est publique et fournit des résultats de recherche aux citoyens canadiens.
- c) À l'article 3, Portée, de l'annexe A, partie 7, on peut lire ceci : « Aux fins de la présente demande de soumissions, le soumissionnaire doit : [...] héberger et gérer la solution au Canada. » Est-ce que cela signifie que la solution SaaS en totalité doit être hébergée au Canada? Dans le cas où certaines composantes de notre solution sont accessibles uniquement aux États-Unis, mais que l'index se trouve au Canada, notre proposition serait-elle rejetée?
- d) Dans la section 4, Exigences, de l'annexe A, partie 7, on peut lire ceci : « 4.13.4 (O) Le contenu géré par le système doit être hébergé au Canada. » Pourriez-vous expliquer ce qu'on entend par « contenu géré »?

Réponse 6

- a) L'information personnelle est toute l'information recueillie par le système qui concerne les utilisateurs finaux utilisant le service. Toutes entrées des journaux au sujet des requêtes ou autres informations en lien avec les visiteurs qui contiennent potentiellement de l'information personnelle doit demeurer au Canada.

L'information Protégée B sur ce projet est l'information qui fait l'objet de droits, dont l'accès au public est limité pour une période déterminée, ou qui est susceptible de révéler des données personnelles à propos d'une personne contacte ou d'un donateur.

- b) L'information Protégée B sur ce projet est l'information qui fait l'objet de droits, dont l'accès au public est limité pour une période déterminée, ou qui est susceptible de révéler des données personnelles à propos d'une personne contacte ou d'un donateur.

Dans le contexte de cet appel d'offre, certains composants pourraient n'être disponibles qu'à l'extérieur du Canada à condition que les enregistrements qui contiennent de l'information protégée puissent être exclus du traitement, à moins que l'information ne demeure cryptée en tout temps. Dans le cas de ces composants, les fonctionnalités qu'ils supportent seront évaluées en tenant compte de ces limites; la proposition pourrait perdre des points sur des critères qui ne sont pas obligatoires ou être considérée non conforme dans le cas de critères obligatoires.

Les composant qui ne demeurent pas au Canada doivent obligatoirement être identifiés comme tel dans la proposition.

- c) La proposition ne sera pas rejetée directement parce que certains composants résident à l'extérieur du Canada. Par contre, ces composants et les fonctionnalités associées seront évaluées en tenant compte de ces limites; la proposition pourrait perdre des points sur des critères qui ne sont pas obligatoires ou être considérée non conforme dans le cas de critères obligatoires.

Les composant qui ne demeurent pas au Canada doivent obligatoirement être identifiés comme tel dans la proposition.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

- d) Le contenu qui doit demeurer au Canada est constitué de l'index, les données personnelles sur les utilisateurs finaux, et l'information protégée. Des composants pourraient ne pas résider au Canada dans la mesure où aucune donnée privée ou protégée n'est laissée entreposée ou non cryptée à l'extérieur du Canada, et ce en tout temps.

Question 7

En ce qui concerne la PIÈCE JOINTE 4.1 DE LA PARTIE 4, ÉNONCÉ DES EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉES, FORMULAIRE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE, il semble qu'aucun point n'est attribué aux critères cotés C32 et C33 du tableau B. L'État pourrait-il déterminer la valeur de ces critères ou les supprimer s'ils ne sont pas évalués?

Réponse 7

Les critères d'évaluation devraient se lire comme suit pour les 2:

- 0 – Le plan est inclus mais à l'évidence ne fournit pas suffisamment de détails;
- 1 – Le plan est inclus et fourni un niveau de détails acceptable;
- 2 – Le plan est inclus et fourni tous les détails nécessaires.

Les points pondérés pour le critère C32 sont de 20 pour maximum de 40 points
Les points pondérés pour le critère C33 sont de 10 pour un maximum de 20 points

Question 8

En ce qui concerne la PIÈCE JOINTE 4.1 DE LA PARTIE 4, ÉNONCÉ DES EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉES, FORMULAIRE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE, plus précisément le point 4.1.1 de l'article O1 du tableau A, le gouvernement dispose-t-il actuellement d'une liste consignant l'accès à toutes les métadonnées? Existe-t-il une liste de toutes les ressources y ayant actuellement accès (précisant le niveau d'accès)? Qui pourrait-être notre principale personne-ressource en la matière? Quel est le processus à appliquer pour l'ensemble de l'accès à la plateforme et au système tout au long du projet?

Réponse 8

Les besoins actuels ne nécessitent pas de surveiller/restreindre l'accès aux interfaces ou API de recherche puisque :

- 1) le contenu traité n'est pas protégé;
- 2) la plateforme réside à l'intérieur du mur coupe-feu de BAC et n'est accessible au monde extérieur qu'à travers des applications clients.

La seule restriction assurée par le système est l'accès à la console de configuration qui est limitée aux administrateurs du système, les membres de l'équipe de la Recherche d'entreprise.

Nous planifions maintenant d'étendre la portée de l'engin de recherche pour également inclure le contenu interne (protégé). En conséquences, BAC veut s'assurer que la solution sélectionnée propose des protections pour limiter l'accès au contenu protégé sur la base de rôles et de permissions associées par exemple.

BAC veut aussi restreindre l'accès à :

- 1) la console d'administration aux administrateurs;
- 2) la fonction de rapports aux administrateurs et aux employés du groupe des Communications.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

Question 9

En ce qui concerne la PIÈCE JOINTE 4.1 DE LA PARTIE 4, ÉNONCÉ DES EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉES, FORMULAIRE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE, plus précisément le point 4.3.1 de l'article O6 du tableau A, outre Microsoft SQL et Oracle, BAC utilise-t-il d'autres types de bases de données qui devraient être indexées? En tout, combien de bases de données doivent être prises en compte? Est-ce que BAC aimerait établir un lien vers d'autres choses lui appartenant?

Réponse 9

Microsoft SQL est présentement le seul SGBD qu'il est nécessaire d'indexer. À ce jour, il y a environ 110 bases de données différentes à indexer. Dans le futur, d'autres types de sources de données telles que des pages Web, des lacs de données (data lakes), des ressources SharePoint ou du contenu d'autres SGBD pourraient aussi devoir être indexés.

Question 10

En ce qui concerne la PIÈCE JOINTE 4.1 DE LA PARTIE 4, ÉNONCÉ DES EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉES, FORMULAIRE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE, plus précisément le point 4.4.1 de l'article O10 du tableau A, quelle est la taille des données dont nous devons tenir compte? Existe-t-il des documents sur la structure ou l'architecture que nous pourrions examiner (précisant le nombre de dossiers à prendre en compte) afin de mieux comprendre la portée? Quelles sources de données se trouvent sur place et quelles sources de données se trouvent dans un nuage?

Réponse 10

Le nombre de documents à considérer pour ce projet est de 75 millions aujourd'hui et ce nombre devrait augmenter à 150 millions de documents dans les 5-10 prochaines années. Tous les documents ne sont pas de la même dimension. Toutes les sources de données sont présentement dans les centres de données de BAC.

Question 11

En ce qui concerne la PIÈCE JOINTE 4.1 DE LA PARTIE 4, ÉNONCÉ DES EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉES, FORMULAIRE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE, plus précisément le point 4.12.3 de l'article O30 du tableau A, combien de points d'essai faudra-t-il et quel sera le niveau de complexité des essais?

Réponse 11

Toutes les fonctionnalités obligatoires ou évaluées qui ont été déclarées comme étant supportées dans la solution proposée peuvent faire l'objet d'un test. Au minimum, les fonctionnalités suivantes devraient être incluse dans le plan de tests d'acceptation :

- Critères obligatoires : M1, M2, M3, M5, M6, M9, M11, M12, M13, M14, M15, M16, M17, M18, M19, M20, M21, M22
- Critères évalués which are allowed points : R1, R2, R4, R5, R6, R7, R8, R9, R10, R11, R13, R14, R15, R17, R18, R19, R20, R21, R22

La complexité des tests dépend des scénarios de test proposés par le fournisseur dans le cadre du plan de test d'acceptation.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
5Z011-180124	107xl 5Z011-10124	

Question 12

En ce qui concerne la PIÈCE JOINTE 4.1 DE LA PARTIE 4, ÉNONCÉ DES EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉES, FORMULAIRE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE, plus précisément le point 4.10.2 de l'article C27 du tableau B, serait-il possible de donner un exemple précis des compétences et de l'expérience des participants à la formation que nous pourrions utiliser pour orienter la formation? Combien de personnes devraient participer aux différents types de séances (c.-à-d. existe-t-il un nombre maximum de séances en personne ou de webinaires, etc.)?

Réponse 12

Développeur (8)

- Connaissances actuelles
 - Connaissance de XML, json, C#, JQuery, javascript, API et services web de type REST.
 - Expérience de travail avec l'API de GSA
- Compétences et connaissances à acquérir
 - Développement de connecteurs personnalisés
 - Travail avec les APIs
 - Indexation

Administrateurs (4)

- Connaissance actuelles
 - Connaissance de XML, json, C;
 - Expérience de travail à administrer la plateforme de recherche GSA
- Compétences et connaissances à acquérir
 - Surveillance et maintenance de la plateforme
 - Configuration et gestion de connecteurs
 - Gestion de l'index
 - Configuration administration de la plateforme
 - Gestion des accès et des permissions
 - Production de rapport

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.